

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BOGOTÁ

N° 17 – 28 avril 2022.

### En bref

Selon le rapport publié lundi dernier par l'Institut international des études pour la paix de Stockholm (Sipri), la Colombie a accordé 10,2 Mds USD à son budget militaire en 2021, un chiffre en augmentation de 4,7 % par rapport à 2020, et en augmentation de 30 % relativement à 2012. Avec ce montant, la Colombie arrive en 2<sup>e</sup> position en Amérique latine et aux Caraïbes, derrière le Brésil qui a alloué à son budget militaire un montant de 19,2 Mds USD en 2021. Plus précisément, le Sipri souligne que la Colombie a augmenté son budget militaire chaque année depuis 2016 malgré la signature des Accords de paix avec les FARC cette année-là, même en 2020 durant la pandémie. En outre, le rapport indique que les dépenses militaires mondiales ont également augmenté et ont dépassé pour la première fois les 2.000 Mds USD en 2021, les États-Unis à eux seuls contribuant à hauteur de 38 % du total, soit 801 Mds USD.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 10,2 MDS USD.

C'est le montant des dépenses militaires de la Colombie en 2021, qui arrive en 2<sup>e</sup> place dans la région Amérique latine et Caraïbes.

## BOLIVIE

### Le gouvernement prépare une hausse du salaire minimum.

Comme tous les ans, une hausse du salaire minimum doit intervenir le 1<sup>er</sup> mai. Cette hausse sera de 4 % en 2022, faisant passer le salaire minimum de 2.164 Bs (315 USD) à 2.250 Bs (328 USD). Cette augmentation résulte de la négociation entre la Centrale ouvrière bolivienne (COB) qui revendiquait une hausse de 10 %, et le gouvernement qui ne proposait que 1,5 %. Les institutions représentatives du secteur privé estimaient quant à elles que le salaire minimum ne devait pas augmenter, dans la mesure où l'inflation n'a été que de 0,9 % en 2021. Toutefois, à l'exception de l'année 2020, le salaire minimum a toujours fait l'objet d'une revalorisation chaque année au 1<sup>er</sup> mai, généralement au-dessus du

niveau d'inflation. En outre, le taux de change du dollar reste fixé à 6,96 boliviens depuis 2011.

### L'exécution budgétaire de l'investissement public n'a atteint que 64,5 % en 2021.

Cela correspond à un total de 2,6 Mds USD exécutés sur les 4 Mds USD initialement prévus. Cette performance décevante est attribuée à une bureaucratie excessive et au renouvellement des autorités locales en 2021, selon le Collège départemental des économistes de Cochabamba. En Bolivie, l'investissement public représente 14 % du PIB (contre 5 % en moyenne en Amérique latine) et l'essentiel de l'investissement total; il représente donc un facteur clé pour l'emploi et l'activité économique. Pour 2022, l'État a budgété 5 Mds USD d'investissement public, dont 40 % serait financé par de l'endettement externe.

## COLOMBIE

### En 2021, le taux de pauvreté monétaire est redescendu à 39,3 %.

Selon les chiffres publiés cette semaine par le Département administratif national des statistiques (DANE), le taux de pauvreté en Colombie est redescendu de 42,5 % en 2020 à 39,3 % en 2021. Cette réduction de 3,2 points de pourcentage correspond à 1,4 million de personnes sorties de la pauvreté, tandis qu'encore 19,62 millions de personnes vivent avec moins de 354.000 COP par mois, soit le seuil de pauvreté monétaire établi selon la valeur du panier alimentaire de base et des autres biens essentiels à la subsistance. Le taux de pauvreté ne retrouve cependant pas son niveau d'avant-crise, puisqu'en 2019 il s'élevait à 35,7 % ; ce sont donc encore 2,5 millions de personnes que la pandémie a fait basculer en situation de pauvreté. En outre, la pauvreté monétaire évolue de façon inégale entre les régions : alors qu'elle a diminué de 4,6 points de pourcentage en 2021 dans les capitales municipales (à 37,8 %), elle a augmenté de 1,7 point de pourcentage dans les zones rurales (44,6 %). Concernant le taux d'extrême pauvreté, dont le seuil, à 161.000 COP par mois, est calculé selon la valeur du panier alimentaire de base uniquement, celui-ci se fixe à 12,2 % en 2021 (6,1 millions de personnes), en baisse de 2,9 points de pourcentage. A l'échelle nationale, le coefficient de Gini passe en 2021 de 0,544 à 0,523. Enfin, toujours selon le DANE, si l'État n'avait pas mis en place des transferts monétaires en réaction à la crise économique, le taux de pauvreté monétaire aurait atteint 46,1 % en 2020 et 42,9 % en 2021. L'insuffisance des transferts à destination des zones rurales expliquerait l'écart de pauvreté observé avec les zones urbaines.

### En janvier et février dernier, la Colombie a enregistré un excédent commercial en Amérique latine.

Selon les récents bulletins de commerce extérieur publiés par le DANE, sur les deux premiers mois de l'année 2022, la Colombie a enregistré un excédent commercial avec seulement deux des quatre blocs commerciaux de la région. En effet, la balance est positive avec la Communauté andine des nations (CAN, +114 MUSD) et au sein de l'Association latino-américaine d'intégration (Aladi, +424 MUSD), tandis qu'elle est négative au sein du Mercosur (-310 MUSD) et de l'Alliance Pacifique (-157 MUSD). Le solde commercial du pays avec l'Amérique latine est toutefois positif dans son ensemble sur cette période, puisque la Colombie a enregistré 1,793 Md d'importations contre 2,570 Mds d'exportations, permettant un excédent commercial de 777 MUSD.

### Bancolombia relève de 16,7 % le cours des actions d'Ecopetrol.

Le département de recherche économique de Bancolombia a augmenté le prix objectif des actions d'Ecopetrol de 16,7 %, passant ainsi de 2.990 COP à 3.490 COP par action, afin de tenir compte de l'évolution des prix du pétrole Brent, la référence pour la Colombie. D'après leur analyse, une variation de 7,5 USD par baril de pétrole a un impact de 630 COP par action. En outre, la nouvelle estimation prend en compte des changements dans les fonds de roulement pour 2022, qui atteignent 29.500 Mds COP (7 Mds EUR), ainsi que le volume plus élevé que prévu des investissements annoncés dans le plan de l'entreprise à horizon 2040. Depuis le début de l'année 2022, les actions d'Ecopetrol ont augmenté de 21,2 % à la Bourse colombienne.

Cependant, sur le dernier mois, elles ont chuté de 6,6 % car le prix du pétrole a commencé à baisser (après un pic à 139 USD le baril en mars) et car les élections présidentielles colombiennes le 29 mai prochain font planer un risque sur le secteur pétrolier.

## ÉQUATEUR

### La BID approuve un nouveau crédit de 250 MUSD.

La BID a approuvé un crédit budgétaire de 250 MUSD qui a pour objectif de financer des programmes sociaux et essentiellement des actions favorisant la création d'emplois verts et l'égalité de genre. Ce programme devrait faire l'objet d'assistances techniques non remboursables de la part d'agences de coopération européennes. Ce nouveau prêt s'inscrit dans les financements des organismes multilatéraux dans le cadre du programme avec le FMI.

### Le Président Lasso annonce la création d'une nouvelle banque publique de développement.

Le Président Guillermo Lasso a promulgué le décret de fusion des banques publiques CFN et Ban Ecuador, avec la création d'une nouvelle banque, Banco de Fomento económico, qui fonctionnera à partir de 2023. Cette nouvelle banque publique de développement aura des actifs équivalents à 5,1 Mds USD et sera abondée avec 1,8 Md USD pour financer le secteur privé.

## GUYANA

### Le FMI déconseille la création d'une entreprise pétrolière nationale.

Le Fonds monétaire international (FMI) a conseillé au Guyana de s'assurer une part plus importante de bénéfices pétroliers par la modification des termes des contrats pétroliers avec les entreprises étrangères, plutôt que par une participation active à l'exploitation pétrolière par le biais d'une compagnie pétrolière nationale. Selon un document de soutien technique produit par le FMI en 2019 pour le compte du Guyana, il n'y aurait en effet pas d'analyse de rentabilité solide qui démontrerait que le pays aurait intérêt à créer une compagnie pétrolière nationale pour développer ses propres blocs pétroliers. Ce rappel de la part du FMI intervient alors que le gouvernement guyanais étudie actuellement la possibilité de mettre aux enchères le reste de ses blocs pétroliers offshore, ou de créer une société pétrolière nationale pour s'engager dans la gestion de ces ressources. La semaine dernière, lors d'une interview accordée à Bloomberg, le vice-président Bharrat Jagdeo a déclaré que le gouvernement était submergé d'investisseurs étrangers intéressés par l'exploration pétrolière au large du Guyana.

## PÉROU

### La SBS dissout 11 coopératives d'épargne et de crédit.

La Superintendencia de Banca y Seguros (SBS, l'organisme régulateur du secteur financier) a pris cette décision après avoir constaté que ces 11 coopératives n'avaient pas respecté l'obligation de soumettre leurs états financiers. La SBS doit désormais désigner des administrateurs

temporaires pour ces coopératives en vue de leur dissolution.

### **Le gouvernement de Pedro Castillo présente un projet de loi en vue d'une Assemblée constituante.**

Malgré plusieurs déclarations antérieures démentant toute initiative de ce type, le gouvernement de Pedro Castillo a finalement annoncé lundi le dépôt d'un projet de loi visant à organiser un référendum sur la création d'une Assemblée constituante. Cette annonce intervient dans un contexte social tendu, marqué par des mouvements sociaux récents dans les secteurs des mines, de l'agriculture ou encore des transports. Néanmoins, le projet de loi doit être approuvé au préalable par la Commission de Constitution du Congrès, puis en séance plénière (majorité simple), ce qui apparaît très improbable. En outre, le soutien de l'opinion est loin d'être acquis : un sondage IPSOS d'avril 2022 soulignait que seul 7 % des personnes interrogées considéraient l'organisation d'une Constituante comme une priorité ; en revanche, l'exécutif comme le Congrès connaissent une forte impopularité. Toutefois, cette annonce a eu un effet sur les marchés, puisque le taux de change du dollar est passé de 3,77 PEN à 3,83 PEN depuis l'annonce.

## **SURINAME**

### **La BID approuve un premier décaissement de 50 MUSD.**

La Banque interaméricaine de développement (BID) vient d'approuver le décaissement de la première tranche d'un prêt envers le Suriname, qui s'élève à 50 MUSD. Ce prêt a une période de

tirage d'un an, une période de remboursement de sept ans et une période de grâce de trois ans. Le taux d'intérêt annuel de ce prêt se fixera entre 2 et 3 %. Par ce prêt, la BID honore le soutien au Suriname dont elle a fait preuve dès que le pays s'est tourné vers le FMI il y a un an. Ce prêt spécial de la BID doit donc être considéré comme un complément à la mise en œuvre du programme FMI. En février dernier, 3 autres prêts ont été également signés avec la BID pour un montant total de 85 MUSD, visant à financer le secteur social, l'éducation et le réseau d'eau potable.

## **VENEZUELA**

### **Les Etats-Unis et le gouvernement Maduro se réuniront de nouveau pour discuter d'un accord pétrolier.**

Selon le média britannique *The Economist*, le gouvernement des Etats-Unis et une délégation de l'administration Maduro se réuniront pour la deuxième fois pour discuter d'un accord pétrolier à Trinidad-y-Tobago, alors qu'une délégation américaine s'était déjà rendue à Caracas début mars. Le devenir de l'entreprise pétrolière américaine Chevron au Venezuela constituera un facteur clé dans les négociations, qui devront aborder la possibilité de réactiver ses opérations au Venezuela. La rencontre n'a cependant pas encore de date, tandis que les Etats-Unis maintiennent leur position en affirmant que toute décision sur une possible levée des sanctions économiques reste conditionnée à une reprise des négociations entre le gouvernement Maduro et l'opposition au Mexique.

### **50 % des entreprises se seraient ajustées à l'IGTF.**

Selon l'association Consecomericio, 50 % de ses entreprises affiliées se sont adaptées à la réforme de l'Impôt sur les Grandes Transactions Financières (IGTF) passée le mois dernier, et seraient désormais en mesure de le percevoir. Cependant, l'autre moitié procède encore à des ajustements nécessaires et attend d'acquérir l'équipement et la technologie requis pour s'adapter à la mesure. En effet, pour les entreprises retardataires, leurs machines fiscales actuelles ne supportent pas la mise à jour du logiciel qui permet de prélever l'IGTF. La Banque centrale du Venezuela (BCV) a accordé à ces entreprises un crédit sur 12 mois pour financer cet achat, puisque la valeur de la nouvelle machine se situe entre 1.000 et 1.200 USD et représente un investissement conséquent pour de nombreux commerçants.

### **La croissance du secteur pétrolier serait de 9,8 % en 2022.**

Selon le cabinet de conseil Ecoanalítica, le PIB du secteur pétrolier au Venezuela pourrait connaître une croissance de près de 10 % en 2022, un chiffre revu à la hausse de 1,4 point de pourcentage compte tenu des cours du pétrole ainsi que d'une légère augmentation de la production et du volume des exportations de PdVSA sur les derniers mois. En outre, Ecoanalítica a revu à la hausse la croissance de l'économie dans son ensemble, de 6 à 8 %, et revu à la baisse ses perspectives d'inflation, qui passent de 300 à 200 % pour 2022. Le cabinet de conseil explique que ces résultats découlent de leurs prévisions en termes de revenus pétroliers et donc de ressources pour l'Etat vénézuélien : initialement estimées à 13 Mds USD pour l'année 2022, elles seraient désormais de 19 Mds USD, dont 17,7 Mds USD seraient constitués de rente pétrolière. Selon l'Association vénézuélienne des hydrocarbures, sur le premier semestre de

l'année 2022, les revenus mensuels de PdVSA auraient été de 800 MUSD.

## Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 28 avril 2022.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	904 758	75 635	21 910	1 832	1,3 M	11%	5,9 M	50%
Equateur	868 285	47 893	35 581	1 963	1,2 M	7%	13,9 M	78%
Colombie	6 091 959	117 452	139 785	2 695	6,7 M	13%	35,4 M	69%
Pérou	3 563 151	105 400	212 778	6 294	2,3 M	7%	26,7 M	80%
Venezuela	522 263	18 461	5 706	202	7,9 M	27%	14,3 M	50%
Am. du sud	56 743 748	n.d	1 293 904	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB			En % du PIB		IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 e.	2022 p.	Compte courant (2022p)	Dettes publique brute	2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
<b>BOLIVIE</b>	11,9	38,7	-7.7	6,1	3,8	-1,5	59,3	107	+7	159	-3
<b>COLOMBIE</b>	51,7	282,2	-8.2	10,6	5,8	-3,3	63,8	83	0	67	-2
<b>EQUATEUR</b>	18,1	93,07	-7.5	4,2	2,9	2,9	n.a	86	-1	129	-6
<b>GUYANA</b>	0,792	6,8	43.3	19,9	47,2	45,4	36,9	122	-1	134	0
<b>PEROU</b>	33,7	188,4	-11.1	13,3	3,0	-1,5	34,8	79	+3	76	-8
<b>SURINAME</b>	0,595	2,8	-13.4	-3,5	1,8	-1	122,6	97	+1	162	+3
<b>VENEZUELA</b>	28,3	n.a	-30	-1,5	1,5	9	300	113	-20	188	0
<b>ARGENTINE</b>	45,8	382,7	-9.9	10,2	4,0	0,5	n.a	46	+2	126	-7
<b>BRESIL</b>	215	1312,6	-4	4,6	0,8	-1,5	68,5	84	-5	124	-15
<b>CHILI</b>	19,4	245,4	-5.8	11,7	1,5	-1,5	14,6	43	-1	59	-3
<b>MEXIQUE</b>	131,1	1133,2	-8,2	4,8	2,0	-0,6	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2022), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)